

Zeitschrift: Le messager suisse : revue des communautés suisses de langue française

Herausgeber: Le messager suisse

Band: - (1997)

Heft: 97

Artikel: La Suisse au service de la paix : une vocation d'arbitre

Autor: Hersch, Jeanne

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-847802>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 30.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La Suisse au service de la paix

Une vocation d'arbitre

Professeur de philosophie à l'Université de Genève jusqu'en 1977, conférencière réclamée un peu partout dans le monde par la suite, directeur de la Division de Philosophie à l'UNESCO puis membre du Comité exécutif de cette même organisation, privat-docent en Allemagne, au Canada et aux USA, Jeanne Hersch est une personnalité peu commune dont le Messager Suisse s'honneure de saluer la signature.

La vocation internationale de Jeanne Hersch, son implication dans les questions mondiales relevant des droits de l'homme l'autorisent à donner, mieux que quiconque, son avis sur le rôle de médiateur - toujours d'actualité - que la Suisse a tiré de son passé, et de ses fondements politiques mêmes. Cette étude la conduit par ailleurs à se poser lucidement quelques questions sur des points qui préoccupent nombre d'entre nous : mise en question de n'importe quoi par des maîtres à penser, gauchisme mondain, fracture entre les ethnies et doutes confrontant la jeunesse. Une analyse lucide qui n'efface pas l'espoir que l'on peut mettre dans le rôle mondial de notre pays, s'il sait rester égal à lui-même.



Avant d'être une notion géographique, la Suisse est une entité politique. Ce qui tient les Suisses ensemble, c'est surtout leur volonté politique commune de vivre dans le respect des droits de l'homme. Malgré des tensions, des écarts et des retards, la Suisse s'est constamment modifiée au cours de son histoire en liaison avec l'évolution générale de l'idée qu'on se faisait des droits de l'homme. Les pays qui nous entourent (France, Italie, Grande-Bretagne) ont une réalité géographique donnée par la nature ; ils pourraient continuer à exister sous n'importe quel régime. En revanche, une Suisse qui ne serait plus démocratique, qui ne chercherait plus à respecter les droits individuels, comme les droits des groupes et ceux des minorités, ne serait plus elle-même.

L'attachement aux droits de l'homme a en Suisse un caractère particulier, qui n'est pas seule-

ment juridique : il comporte un certain sens, presque familial, du droit qu'ont les divers groupes, même les plus minoritaires, de vivre à leur guise. Cela se manifeste jusque dans les votations : lorsque le peuple accepte à une faible majorité une proposition du gouvernement, on entend souvent un conseiller fédéral exprimer sa satisfaction devant ce succès, mais ajouter immédiatement qu'il faudra tenir le plus grand compte de la minorité qui a exprimé son désaccord. Cette habitude n'est pas le fait de toutes les démocraties ; dans la plupart, les politiciens pensent que l'aval d'une majorité, aussi infime soit-elle, leur donne le droit de passer comme un bulldozer sur la minorité. Le fédéralisme, qui garantit l'existence des minorités, est également nécessaire à l'existence de la Suisse. En outre, il a l'avantage de disperser le pouvoir, et d'offrir ainsi un remède aux abus inhérents à tout pouvoir centralisé.

À l'intérieur, la Suisse se distingue donc par le respect des minorités et le fédéralisme. À l'extérieur, en matière de politique étrangère, elle s'en tient avant tout à sa neutralité. Nous sommes un petit pays neutre au milieu de l'Europe. Cela nous a permis de traverser la dernière guerre sans avoir à y participer, et il faut reconnaître que c'est un privilège. Faut-il le condamner comme tel ? Je ne crois pas. Je ne peux pas considérer comme une catastrophe qu'il y ait un bout de terre où on ne se batte pas. Mais ce privilège, choisi et accepté, nous impose des compensations à l'égard des autres États. ►



Point de vue



"Je souhaite que la Suisse mette sa vieille expérience des procédures de droit au service de la paix internationale".

Dans un conflit où nous avons été dispensés de prendre les armes, et où manifestement tous nos intérêts essentiels étaient d'un seul côté (pour nos libertés, pour notre façon de vivre, nous étions manifestement du côté des alliés contre les nazi-fascistes d'Allemagne et d'Italie), d'autres se sont battus pour nous. Nous sommes donc en quelque sorte leurs débiteurs. Pour acquitter cette dette, en tant que pays neutre, nous devrions assumer certaines fonctions de témoignage et d'arbitrage. En effet, au fur et à mesure que le droit international se développera, les États en conflits auront de plus en plus besoin de témoins neutres.

Ce que je souhaite - et qui ne semble pas encore admis - c'est que la Suisse mette sa vieille expérience des procédures de droit au service de la paix internationale. Cela suppose, par exemple, qu'elle soit prête à assumer des tâches spéciales au sein des organismes internationaux qui ont été créés pour défendre la paix. Je ne crois pas beaucoup au désarmement, mais je crois qu'on peut arriver à remplacer les conflits armés par des procédures de droit. Et les procédures de droit impli-

quent la possibilité de recourir à un arbitre.

Un arbitre doit être impartial. Or, précisément, la neutralité suisse implique un devoir d'impartialité, sans quoi elle finirait par s'identifier à une espèce de dérobade inadmissible. À cet égard, nous sommes encore loin du compte : la Suisse, pour l'instant, cherche moins à être impartiale qu'à avoir de bonnes relations avec tout le monde. Ce n'est pas exactement la même chose. En temps de paix, il est juste qu'elle cherche à ménerger les meilleures relations possibles avec les autres États, mais ces bonnes relations devraient lui permettre, en situation de conflit, de jouer son rôle d'arbitre, ou au moins de témoin.

Ce rôle, il n'est d'ailleurs pas nécessaire qu'elle le joue seule. Elle pourrait fort bien s'associer avec d'autres petits pays neutres pour se préparer - par exemple en formant des équipes compétentes - à assurer certaines fonctions d'enquête, de contrôle ou d'arbitrage, qui lui seraient confiées par la communauté internationale.

Saisissons-nous le sens véritable du pays ?

Notre pays deviendra capable d'assumer un tel rôle, lorsqu'il acceptera de le jouer même s'il lui en coûte, même en courant certains risques et au prix d'avantages commerciaux. Il a une vieille habitude des procédures pour résoudre ses problèmes intérieurs, y compris le problème jurassien. Malgré les maladresses commises, les Suisses ont fait preuve au cours de ces dernières années d'une très grande patience, d'une bonne volonté manifeste, et d'une imagination fertile dans l'invention des procédures successives visant à s'approcher d'une solution. Si pour tous les conflits qui éclatent dans le monde, on recourrait dans une même mesure à l'avis des sages, aux témoi-

gnages, à l'examen et à l'approfondissement des questions, aux discussions publiques, aux suffrages successifs contrôlés, je crois que la politique internationale aurait cessé d'être la jungle qu'elle est.

Il est de mode aujourd'hui d'écraser n'importe quelle situation politique ou sociale réelle, en la comparant à un absurde paradis imaginaire. Les Suisses sont souvent peu conscients des priviléges qui sont les leurs, et semblent parfois ne plus saisir le sens de leur pays. De même que nous pensons généralement très peu à l'air que nous respirons, nous pensons hélas très peu aux libertés dont nous jouissons. Elles nous paraissent aller de soi, nous n'en avons jamais manqué, et sans doute manquons-nous d'imagination sur ce point. Je pense néanmoins que lorsqu'ils réfléchissent, la plupart des citoyens suisses retrouvent leur attachement pour la nature fédéraliste de l'État, pour les libertés fondamentales et le respect des droits de l'homme, et qu'ils y voient les conditions indispensables du progrès économique et social, et de l'égalité des chances pour tous, dans le maintien de la diversité. Cet attachement reste profond et solide, pour l'instant, malgré le harcèlement de propagandes qui veulent détruire ce qui est, sans savoir ce qu'elles veulent mettre à la place, en vertu du "non-conformisme" aujourd'hui conformiste.

Les mass média posent à cet égard un problème particulier. Beaucoup de citoyens les subissent avec un pénible sentiment d'impuissance. Les journaux, la radio et la télévision tendent à une espèce d'homogénéité faite d'opinion-cliques. Il faut montrer, par exemple, qu'on est "de gauche". Sans d'ailleurs que cela ait grand sens ni grand contenu : il s'agit simplement de critiquer, de dénoncer, de "mettre en question" la société actuelle. On voit ainsi des journalistes orienter leurs interviews de manière à provoquer un discours contre la culture bouri-

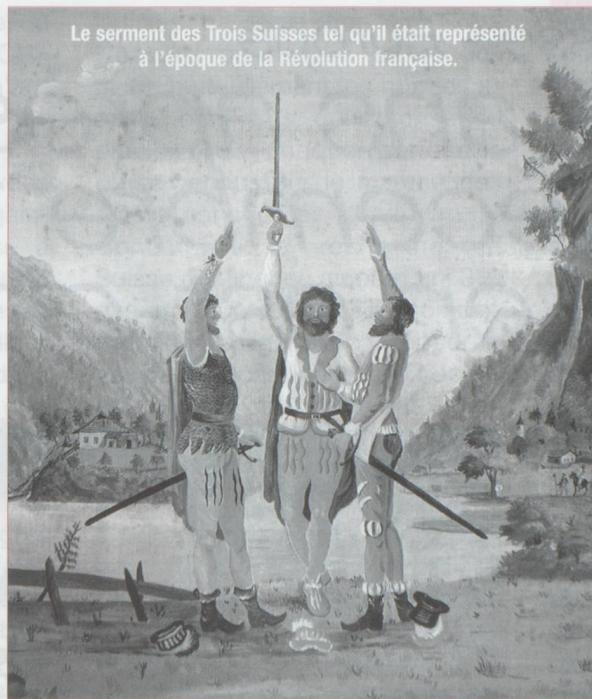


geoise ; et ils sont tout étonnés lorsqu'un syndicaliste, ou un socialiste, ou un artiste d'avant-garde, refusent d'entrer dans ce jeu... Cette manie est à mes yeux très suspecte. Plus : je n'ai pas l'impression que les gens qui n'ont que la gauche à la bouche soient des gens de gauche. Ou alors, il s'agit d'une gauche inauthentique, ce qui est pire que tout.

La gauche authentique, pour moi, est celle qui est avant tout attachée à la liberté, donc aux conditions de cette liberté. Ces conditions sociales, économiques, culturelles, sont en grand progrès, mais loin d'être satisfaisantes. Leur progrès même ne cesse de poser des problèmes nouveaux et imprévus. Il faut beaucoup d'efforts, de recherche, de sérieux. Mais être "de gauche" pour qu'il soit dit qu'on est "de gauche", en déclarant que la "culture bourgeoise", comme telle, ne vaut pas pipette, alors qu'on ne sait pas du tout ce qu'on veut mettre à la place, et qu'on ne se donne même pas la peine d'y réfléchir, c'est de l'amauteurisme. Ou une pose mondaine.

Les dangers du conformisme traditionnel

Notre liberté mérite réflexion et critique. Elle est loin d'être à son sommet, et beaucoup de conquêtes sont encore possibles dans tous les domaines. Mais pour faire avancer la liberté, il faut progresser parallèlement dans la compréhension du monde où on vit. Les progrès que nous avons faits dans le domaine technique, le temps libéré, le développement des moyens de communication et de formation, rendent possibles aujourd'hui une quantité de libertés nouvelles. Si elles ne se réalisent pas, c'est que nous ne sommes pas assez mûrs pour y accéder. Et cela, il faut l'apprendre.



La Suisse, par ses traditions et sa structure fédérale, serait particulièrement favorable à l'exercice et à l'apprentissage de libertés nouvelles. Malheureusement, notre pays marque une certaine répugnance à la pensée solitaire. Le conformisme y règne souvent, à gauche comme à droite.

Prenons-y garde : le conformisme pourrait devenir très dangereux pour le pays s'il devait aboutir à cristalliser un bloc d'idées reçues "romandes" face à un autre bloc d'idées reçues "alémaniques". Je constate déjà, au niveau de la sensibilité politique, un très grand écart entre la suisse romande et la Suisse allemande. Nous retrouvons ici le problème des mass média : j'ai essayé parfois, par esprit fédéraliste, de regarder la télévision suisse allemande, mais je n'y comprends rien parce qu'on y parle presque toujours Schwyzerdütsch... Indubitablement, la barrière linguistique que constitue l'usage des dialectes outre-Sarine, joue un rôle considérable. Si on ajoute à cela que la Suisse romande est très fortement imprégnée de presse, de radio et de télévision françaises, on constatera qu'il y a des menaces de divorce assez profondes.

Le fédéralisme suisse -comme tout fédéralisme, je crois- ne peut fonctionner que si les frontières

linguistiques ne coïncident ni avec les frontières religieuses, ni avec les frontières économiques. À partir du moment où elles coïncideraient toutes, créant ensemble une véritable ligne de démarcation idéologique ou de sensibilité politique, cela deviendrait extrêmement grave. Pour éviter la cassure, il faut que toutes les sociétés - organismes, partis, associations de tous genres - qui sont structurées à l'échelle nationale, multiplient les contacts entre les diverses parties du pays.

Mes espoirs et mes craintes quant à l'avenir de notre pays, concernent au premier chef ceux qui seront demain responsables de ce pays, c'est-à-dire les jeunes d'aujourd'hui. Que sont-ils vraiment, je l'ignore. Je sais seulement qu'ils sont extrêmement divers, et que ceux qu'on appelle un peu sommairement et abusivement "les jeunes", et dont on propage aujourd'hui une sorte de portrait-robot (contestation, musique pop, etc.) ne représentent qu'une minorité, elle-même floue et divisée.

Quant à ceux qui façonnent leur propre personnage d'après ce portrait robot, je crains qu'ils ne soient fondamentalement malheureux. Je les sens fragiles. J'espère qu'ils ne continueront pas à se cacher à eux-mêmes le sens de leur malheur et de leur fragilité. S'ils arrivent à devenir lucides sur eux-mêmes, ils apprendront à vivre dans le monde et dans le pays qui est le leur, pour le rendre plus conforme à ce qu'ils souhaitent vraiment.

Peut-être les jeunes, tous les jeunes, réussiront-ils mieux que nous à créer, dans la réalité politique et économique comme aussi dans les cœurs, l'Europe de la liberté, fédérale et unie, dont les meilleurs de ma génération ont rêvé, et dont l'existence de la Suisse, une et diverse, a renforcé l'espoir.

Jeanne Hersch